

SYNDICAT MIXTE DU PLATEAU DES GLIERES

CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DU DOMAINE NORDIQUE DES GLIERES

ENTRE

LE SYNDICAT MIXTE DU PLATEAU DES GLIERES

Représenté par son Président, Monsieur François EXCOFFIER

Habilité à cet effet par une délibération du comité syndical en date du 25 aout 2025

Ci-après dénommé « le Syndicat mixte »

ET

L'ASSOCIATION HAUTE-SAVOIE NORDIC

Inscrite au répertoire nationale des associations sous le numéro W741001935

Dont le siège social est situé au 20 avenue du Parmelan 74 000 ANNECY

Représenté par son Président, Monsieur Gilles PERRET

Ci-après dénommé « le Délégataire »

Table des matières

PREAMBULE.....	7
CHAPITRE I. LES CONDITIONS GÉNÉRALES.....	8
ARTICLE 1. OBJET ET PERIMETRE DE LA CONVENTION.....	8
ARTICLE 2. DUREE ET PRISE D’EFFET DE LA CONVENTION.....	8
ARTICLE 3. MODIFICATION DU CONTRAT – CLAUSE DE REEXAMEN.....	8
3.1. MODIFICATION DU CONTRAT	8
3.2. CLAUSE DE REVOYURE	8
ARTICLE 4. EXCLUSIVITE–CESSION DE LA CONVENTION– SUBDELEGATION	9
4.1. EXCLUSIVITE	9
4.2. CESSION DE LA CONVENTION.....	9
4.3. SUBDELEGATION.....	9
4.3.1. DEMANDE DE SUBDELEGATION	9
4.3.2. CONDITIONS DE LA SUBDELEGATION EN COURS DE CONVENTION	9
4.3.3. REGIME DE LA SUBDELEGATION	9
ARTICLE 5. CONTRATS AVEC LES TIERS	10
ARTICLE 6. PROPRIETE COMMERCIALE	10
ARTICLE 7. CONTINUITE DU SERVICE	10
7.1. PRINCIPE	10
7.2. FORCE MAJEURE	10
7.2.1. DEFINITION DE LA FORCE MAJEURE.....	10
7.2.2. FORCE MAJEURE INVOQUEE PAR LE DELEGATAIRE	11
7.2.3. FORCE MAJEURE INVOQUEE PAR LE SYNDICAT MIXTE	11
ARTICLE 8. DEVELOPPEMENT DURABLE	11
CHAPITRE II. LES MISSIONS DELEGUEES	12
ARTICLE 9. CONTENU DES MISSIONS.....	12
9.1. MISSION D’ACCUEIL & D’INFORMATION DES PUBLICS, DE COORDINATION DES ACTEURS ET D’INFORMATION DU SYNDICAT MIXTE	12
9.2. MISSION D’EXPLOITATION ET D’ENTRETIEN HIVERNAL DU DOMAINE NORDIQUE	13
9.2.1. EXPLOITATION DU DOMAINE NORDIQUE	13
9.2.2. ENTRETIEN ET DAMAGE DU DOMAINE NORDIQUE	13
9.2.3. VENTE DE LA REDEVANCE NORDIQUE	13
9.2.4. SECURISATION DU DOMAINE NORDIQUE AU SEIN DU PERIMETRE DELIMITE EN ANNEXE 1.....	14
9.2.5. DISTRIBUTION DES SECOURS POUR LE COMPTE DES COMMUNES TERRITORIALEMENT COMPETENTES	14
9.2.6. EXPLOITATION ET ANIMATION DU FUTUR JARDIN DES NEIGES.....	14
9.3. MISSION DE LOCATION DE MATERIEL DE SKI (UNIQUEMENT A COMPTER DE LA PHASE 2.....	14
9.4. ANIMATIONS ET EVENEMENTIEL.....	14
9.4.1. COMMERCIALISATION.....	14
9.4.2. AIDE TECHNIQUE.....	14
9.4.3. INDEMNISATION	15

9.4.4. MANIFESTATIONS AUTRES QUE CELLES LISTEES A L'ANNEXE 6	15
9.5. MISSION D'ORGANISATION DE L'ACCUEIL DU PUBLIC SCOLAIRE	15
9.6. ENTRETIEN DES ACCES.....	15
9.7. PETITE RESTAURATION	15
9.8. ACTIVITES CONNEXES ET/OU COMPLEMENTAIRES DEVELOPPEES SUR LE DOMAINE NORDIQUE	16
9.8.1. ACTIVITES DEVELOPPEES PAR LE DELEGATAIRE	16
9.8.2. ACTIVITES DEVELOPPEES PAR DES TIERS	16
CHAPITRE III. LES MOYENS D'EXPLOITATION	17
ARTICLE 10. BIENS IMMOBILIERS ET MOBILIERS DE LA DELEGATION	17
10.1. DEFINITION	17
10.2. BIENS MIS A DISPOSITION PAR LE SYNDICAT MIXTE	17
10.2.1. LOCAUX (SUR LA COMMUNE DE FILLIERE)	17
10.2.2. MOBILIER ET MATERIEL EQUIPANT LES LOCAUX.....	18
10.2.3. ENGINS D'EXPLOITATION DU DOMAINE SKIABLE	18
10.2.4. MATERIEL DE LOCATION	18
10.3. BIENS, EQUIPEMENTS ET AMENAGEMENTS FOURNIS ET FINANCES PAR LE DELEGATAIRE.....	18
ARTICLE 11. INVENTAIRE	18
11.1. OBJET DE L'INVENTAIRE.....	18
11.2. COMPOSITION DE L'INVENTAIRE.....	18
11.3. MISE A JOUR DE L'INVENTAIRE	19
11.4. ÉTAT DES LIEUX.....	19
ARTICLE 12. PERSONNEL	19
CHAPITRE IV. ENTRETIEN – GROSSES REPARATIONS -RENOUVELLEMENT.....	20
ARTICLE 13. ENTRETIEN DES LOCAUX	20
13.1. PETITS TRAVAUX ET REPARATIONS D'ENTRETIEN COURANT.....	20
13.2. GROSSES REPARATIONS	20
ARTICLE 14. ENTRETIEN ET NETTOYAGE DES EXTERIEURS	21
ARTICLE 15. ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT DU MOBILIER ET DU MATERIEL EQUIPANT LES LOCAUX.....	21
15.1. MOBILIER EQUIPANT LES LOCAUX.....	21
15.2. EQUIPEMENTS INFORMATIQUES ET MATERIEL DE TELEPHONIE	21
ARTICLE 16. ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT DES ENGINS D'EXPLOITATION MOTORISES	21
16.1. INTERVENTIONS D'ENTRETIEN ET DE REPARATION COURANT	21
16.2. INTERVENTIONS SUITE A INCIDENT OU PANNE (HORS ACCIDENT)	21
16.3. RENOUVELLEMENT	21
ARTICLE 17. ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT DES MATERIELS TELEPHONIQUES ET DE LIAISONS RADIOS DEDIES A LA SECURITE HIVERNALE	22
ARTICLE 18. ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT DU MATERIEL DESTINE A LA LOCATION	22

18.1. ENTRETIEN.....	22
18.2. RENOUELEMENT	22
ARTICLE 19. ENTRETIEN, RENOUELEMENT ET STOCKAGE DES BIENS FOURNIS PAR LE DELEGATAIRE	22
19.1. BIENS FOURNIS PAR LE DELEGATAIRE	22
19.2. CONSOMMABLES.....	22
19.3. ENTREPOSE HORS PERIODE DE MISE A DISPOSITION	22
ARTICLE 20. EXECUTION D’OFFICE DES TRAVAUX D’ENTRETIEN, DE REPARATION ET DE RENOUELEMENT	22
ARTICLE 21. INFORMATION AU SYNDICAT MIXTE	23
ARTICLE 22. TRAVAUX ET AMENAGEMENTS REALISES PAR LE SYNDICAT MIXTE SUR LES BATIMENTS MIS A DISPOSITION.....	23
CHAPITRE V. CONDITIONS D’EXPLOITATION DU DOMAINE SKIABLE	24
ARTICLE 23. PERIODE D’OUVERTURE ANNUELLE ET JOURNALIERE	24
23.1. OUVERTURE ANNUELLE.....	24
23.2. FERMETURE ANNUELLE	24
23.3. CAS DE FERMETURE TEMPORAIRE EN COURS DE SAISON	24
23.4. HORAIRES D’OUVERTURE ET DE FERMETURE.....	24
ARTICLE 24. INFORMATION DES USAGERS	25
ARTICLE 25. MAITRISE FONCIERE.....	25
CHAPITRE VI. LES CONDITIONS FINANCIERES	26
ARTICLE 26. REMUNERATION DU DELEGATAIRE.....	26
ARTICLE 27. PRINCIPE DE LA COMPENSATION POUR OBLIGATIONS DE SERVICE PUBLIC 26	
27.1. JUSTIFICATION DE LA COMPENSATION	26
27.2. MONTANT ET MODALITES DE VERSEMENT DE LA COMPENSATION	26
ARTICLE 28. TARIFS	26
ARTICLE 29. ENCAISSEMENT DES RECETTES.....	27
ARTICLE 30. CHARGES D’EXPLOITATION	27
ARTICLE 31. RELATION FINANCIERE	27
31.1. MONTANT DE LA REDEVANCE	27
31.2. MODALITES DE VERSEMENT.....	28
31.3. DEPOT DE GARANTIE	28
CHAPITRE VII. CONDITIONS DE CONTROLE	29
ARTICLE 32. CONTROLE EXERCE PAR LE SYNDICAT MIXTE	29
32.1. OBJET DU CONTROLE	29
32.2. EXERCICE DU CONTROLE	29
32.3. OBLIGATIONS DU DELEGATAIRE.....	29

ARTICLE 33. RAPPORT ANNUEL	29
CHAPITRE VIII. RESPONSABILITES –ASSURANCES	32
ARTICLE 35. RESPONSABILITE	32
ARTICLE 36. ASSURANCES.....	32
36.1. OBLIGATION D’ASSURANCES DANS LE PERIMETRE DU CONTRAT	32
36.2. CONTENU	33
36.3. RECOURS DU DELEGATAIRE	33
36.4. FORCE MAJEURE	33
CHAPITRE IX. SANCTIONS	34
ARTICLE 37. SANCTIONS PECUNIAIRES – PENALITES	34
ARTICLE 38. SANCTIONS COERCITIVES – MISE EN REGIE PROVISOIRE.....	34
ARTICLE 39. SANCTION RESOLUTOIRE : DECHEANCE	34
ARTICLE 40. RESILIATION DE PLEIN DROIT.....	35
ARTICLE 41. RESILIATION POUR MOTIF D’INTERET GENERAL.....	35
CHAPITRE X. FIN DE LA CONVENTION	36
ARTICLE 42. CAS DE FIN DE CONTRAT	36
ARTICLE 43. CONTINUITE DU SERVICE EN FIN DE CONCESSION	36
ARTICLE 44. SORT DES BIENS A L’ARRIVEE DU TERME DE LA CONVENTION	36
44.1. SORT DES BIENS MIS A DISPOSITION	36
44.2. SORT DES BIENS DE RETOUR	36
44.3. SORT DES BIENS DE REPRISE	37
44.4. SORT DES BIENS PROPRES	37
CHAPITRE XI. CLAUSES DIVERSES.....	38
ARTICLE 45. ELECTION DE DOMICILE.....	38
ARTICLE 46. JUGEMENT DES CONTESTATIONS	38
ARTICLE 47. DONNEES DU SERVICE	38
ARTICLE 48. DONNEES PERSONNELLES	38
ARTICLE 49. OBLIGATIONS D’EGALITE, DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE	38
ARTICLE 50. LISTE DES ANNEXES	40
ANNEXES DE LA CONVENTION.....	41

PREAMBULE

Le Syndicat mixte a engagé une procédure de publicité et de mise en concurrence en vue de la conclusion d'un contrat de délégation de service public du domaine nordique.

Au terme de cette procédure, organisée conformément aux dispositions du Code de la commande publique relatives aux contrats de concession, l'association Haute Savoie Nordic, a été choisie par le Comité syndical (délibération en date du 25 août 2025), en qualité de Délégataire du domaine nordique des Glières.

La présente convention est destinée à préciser les modalités et conditions d'exploitation du domaine skiable nordique par le Délégataire.

Ceci explicité, il a été convenu les dispositions suivantes :

CHAPITRE I. LES CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1. OBJET ET PERIMETRE DE LA CONVENTION

Le Syndicat mixte des Glières, autorité organisatrice, confie au Délégataire, qui accepte dans les conditions et modalités de la présente convention, l'exploitation des activités du domaine nordique et des services complémentaires tels que définis à **l'Article 9** du présent contrat.

Le Délégataire assure l'exploitation à ses risques et périls, dans les conditions et modalités développées ci-après, à partir des biens mis à disposition par le Syndicat mixte ainsi qu'au moyen des biens lui appartenant ou qu'il viendrait à acquérir.

Le périmètre de la convention figure en **ANNEXE 1**.

La présente convention de délégation de service public est consentie dans le cadre d'une concession de service public au sens des **Articles L.1121-3 et L.3211-1 à L.3211-5** du Code de la commande publique et de **l'Article L.1411-1** du Code général des collectivités territoriales, en vigueur à la date de la signature des présentes.

Les documents contractuels comprennent, par ordre de priorité :

- la présente convention de délégation de service public,
- les **ANNEXES** à la convention,
- l'ensemble des avenants qui pourront venir compléter la convention.

En cas de contradiction entre la présente convention et ses **ANNEXES**, ce sont les stipulations de la présente convention qui prévalent.

ARTICLE 2. DUREE ET PRISE D'EFFET DE LA CONVENTION

La convention est consentie par le Syndicat mixte pour une durée de **5 ans** à compter du 1^{er} octobre 2025.

Son terme est fixé au 30 septembre 2030.

ARTICLE 3. MODIFICATION DU CONTRAT – CLAUSE DE REEXAMEN

3.1. MODIFICATION DU CONTRAT

Toute modification de la présente Convention ne peut résulter que d'un avenant conclu entre le Syndicat mixte et le Délégataire, dans le respect des dispositions de **l'Article L.1411-6** du Code général des collectivités territoriales et des dispositions des **Articles L.3135-1** et suivants, et **R.3135-1** et suivants du Code de la commande publique.

Le Syndicat mixte dispose également du pouvoir de modifier unilatéralement la présente Convention, conformément à **l'Article L.3135-2** du Code de la commande publique. Dans ce cas, le Délégataire a droit au maintien de l'équilibre financier du contrat.

3.2. CLAUSE DE REVOYURE

En cas de modifications des conditions prévisionnelles d'exploitation entraînant un bouleversement de l'équilibre économique du contrat, les Parties se rencontrent, à l'initiative de la Partie la plus diligente, notamment dans les hypothèses suivantes :

- En cas de diminution ou d'augmentation d'au moins 15 % sur les deux derniers exercices glissants du montant annuel moyen des produits de la DSP (hors compensation financière) par rapport au prévisionnel annexé au présent contrat (**ANNEXE 12**) ;
- En cas d'augmentation ou de baisse exceptionnelle du coût de l'énergie ou d'accès limité à l'énergie, liés à des facteurs exogènes (politiques, macro économique...) ;

- En cas de fermeture de la route de Thorens-Glières, indépendant de la volonté du DELEGATAIRE, pendant plus de sept (7) jours pendant la saison hivernale.
- En cas d'impossibilité d'assurer l'activité de petite restauration durant la phase 2 sur le site de la Métralière.

Dans un objectif de maintien de l'équilibre économique du contrat, les Parties s'engagent, dans le cadre de la mise en œuvre de la clause de revoyure, à fournir leurs meilleurs efforts pour aboutir à une solution respectueuse de la volonté initiale des Parties et à renégocier de bonne foi les conditions techniques et financières du présent contrat, notamment de façon cumulative ou alternative sans caractère limitatif :

- en augmentant le montant des tarifs de redevance nordique dans le respect des exigences concurrentielles,
- en diminuant ou en augmentant le niveau de la redevance fixe et/ou variable prévue à l'**Article 31.1**,
- en adaptant l'effort de contribution financière complémentaire du SYNDICAT MIXTE dans le respect de l'esprit du contrat.

ARTICLE 4. EXCLUSIVITE-CESSION DE LA CONVENTION- SUBDELEGATION

4.1. EXCLUSIVITE

Le Syndicat mixte s'interdit de confier à un tiers, pendant la durée de la Convention, l'exploitation de tout ou partie des activités déléguées listées à l'**Article 9**, au sein du périmètre figurant à l'**ANNEXE 1**.

4.2. CESSION DE LA CONVENTION

La cession totale ou partielle de la Convention, sous quelque forme que ce soit, est interdite sauf dans le cadre d'une opération de restructuration du Délégataire initial au sens de l'**Article R.3135-6** du Code de la commande publique.

La cession de la délégation de service public doit être préalablement autorisée par le Syndicat mixte.

4.3. SUBDELEGATION

4.3.1. DEMANDE DE SUBDELEGATION

La subdélégation correspond à un transfert par le Délégataire à un tiers d'une partie de l'activité confiée par le Syndicat mixte dans le cadre de la Convention, sans qu'il y ait cession.

4.3.2. CONDITIONS DE LA SUBDELEGATION EN COURS DE CONVENTION

Toute subdélégation totale est interdite. Toutefois, le Syndicat mixte peut autoriser préalablement, expressément et par écrit, le Délégataire à subdéléguer partiellement les services qui font l'objet de la Convention pendant l'exécution de cette dernière.

À cet effet, le Délégataire formulera au Syndicat mixte par courrier ou par mail une demande expresse) en indiquant notamment le nom ou la raison sociale du subdélégataire envisagé et la mission dont la subdélégation est envisagée.

Le Délégataire est d'ores et déjà autorisé à subdéléguer à un tiers l'exploitation de l'activité de petite restauration qui sera mise en œuvre au sein de la nouvelle maison du plateau.

Le refus exprès par le Syndicat mixte, quant à la subdélégation telle qu'envisagée au **4.3.1** et au présent **Article**, devra être motivé par des considérations tirées de l'intérêt général et des garanties professionnelles et financières du subdélégataire. En cas de silence du Syndicat mixte pendant un délai de deux (2) mois à compter de la notification de la demande faite par le Délégataire, l'agrément sera réputé acquis à ce dernier.

4.3.3. REGIME DE LA SUBDELEGATION

En cas de subdélégation, le Délégataire reste seul entièrement responsable vis-à-vis du Syndicat mixte de l'exécution de toutes les obligations nées de la Convention, à charge pour lui de se retourner contre le

subdélégataire. La durée de la convention de subdélégation ne pourra excéder la durée de la présente Convention.

Le Délégataire se porte fort du respect de cette stipulation dans le contrat de subdélégation.

La fin de la Convention mettra fin de plein droit aux contrats de subdélégation. Le Délégataire s'engagera à répercuter cette stipulation dans tous les contrats de subdélégation.

Le cas échéant, le Délégataire fera son affaire du respect des procédures de publicité et mise en concurrence qui s'imposeraient à lui pour la conclusion des contrats de subdélégation et, d'une manière générale, de toutes les procédures s'imposant à lui dans ce cadre.

ARTICLE 5. CONTRATS AVEC LES TIERS

Le Délégataire est autorisé à confier à des tiers une part des services ou travaux faisant l'objet du présent contrat, dans les conditions prévues aux **Articles L.3134-1 à L.3134-2 et R.3134-1 et R.3134-3** du Code de la commande publique. Il demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du contrat.

Les contrats conclus avec des tiers ne devront pas avoir une date d'échéance postérieure à la date d'expiration du contrat, à l'exception des contrats contribuant à la continuité du service et nécessaires à la préparation des activités des saisons postérieures à la date du Contrat.

ARTICLE 6. PROPRIETE COMMERCIALE

Le Délégataire ne pourra se prévaloir d'un droit à la propriété commerciale au sens de la législation sur les baux commerciaux, sur les équipements et les installations nécessaires à l'exploitation du service, objet de la Convention.

ARTICLE 7. CONTINUITE DU SERVICE

7.1. PRINCIPE

Le Délégataire s'engage à assurer la sécurité, le bon fonctionnement, la continuité ainsi que la qualité du service dont la gestion lui est confiée.

Il veille à ce que les services offerts soient suffisants et de qualité pour satisfaire au mieux les usagers et à développer une bonne image du service vis-à-vis du public.

Le Délégataire assure la continuité du Service, en particulier :

- sur le plan technique, la continuité du service est assurée par la mobilisation des moyens nécessaires au maintien en état de fonctionnement des installations / locaux / équipements ;
- sur le plan social, le Délégataire s'engage à mettre en œuvre et à favoriser les mécanismes existants dans l'entreprise pour la prévention des conflits, en privilégiant, par là même, la qualité du dialogue social et la poursuite de la politique contractuelle. En outre, en cas de conflit social, le Délégataire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour que la liberté de travail ne soit pas entravée ;
- en cas de défaillance dans la continuité du service, le Délégataire s'engage à diffuser, le plus rapidement, les informations nécessaires aux usagers.

7.2. FORCE MAJEURE

7.2.1. DEFINITION DE LA FORCE MAJEURE

Aucune partie n'encourt de responsabilité pour n'avoir pas accompli ou pour avoir accompli avec retard une obligation contractuelle, dans la mesure où un tel manquement ou retard résulte directement d'événements intervenant au cours du contrat et présentant les caractéristiques de la force majeure, c'est-à-dire extérieures aux Parties, imprévisibles et irrésistibles.

La grève du personnel n'est pas considérée comme un cas de force majeure sauf si elle n'a donné lieu à aucun préavis.

La grève générale d'ampleur nationale sera considérée comme un cas de force majeure.

La Partie qui invoque un événement de force majeure prend, dans les meilleurs délais, toutes les mesures raisonnablement envisageables pour en atténuer l'impact sur l'exécution de ses obligations au titre du présent contrat.

La Partie qui, par action ou omission, aurait sérieusement aggravé les conséquences d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure n'est fondée à l'invoquer que dans la mesure des effets que l'événement aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

Le Délégué fait notamment ses meilleurs efforts pour informer les usagers du service des conséquences de l'événement en cause et en rend compte au Syndicat mixte.

En dehors des cas expressément prévus au présent **Article**, aucune Partie n'est déliée de ses obligations à raison d'une impossibilité d'exécution ou de la survenance de circonstances ou d'événements qui échappent à son contrôle.

En cas de survenance d'un événement de force majeure, modifiant substantiellement l'équilibre économique du contrat, les parties se rapprochent pour étudier les mesures, éventuellement tarifaires, susceptibles d'être prises pour permettre le rétablissement de l'équilibre économique du contrat ou la reprise de l'exécution du contrat.

En cas d'événement de force majeure de nature à bouleverser l'équilibre économique du contrat et non surmontable dans un délai raisonnable, le présent contrat peut être résilié dans les conditions prévues à l'**Article 40**, sans que toutefois le Délégué bénéficie de l'indemnité de manque à gagner pour la durée restante du contrat.

7.2.2. FORCE MAJEURE INVOQUEE PAR LE DELEGATAIRE

Si le Délégué invoque la survenance d'un événement de force majeure, il en informe par écrit le Syndicat mixte, en précisant les fondements de sa position. Le Délégué doit alors préciser la nature de l'événement, la date de sa survenance, le ou les retard(s) ou dysfonctionnements en résultant ou susceptibles d'en résulter, les conséquences notamment financières sur l'exécution du contrat et les mesures envisagées pour en atténuer les effets.

Cette information se fait :

- immédiatement par téléphone auprès du référent désigné par le Syndicat mixte ;
- dans les deux jours ouvrés à compter de la survenance de l'événement au Syndicat mixte par courriel et confirmé dans les meilleurs délais par lettre recommandée avec avis de réception.

7.2.3. FORCE MAJEURE INVOQUEE PAR LE SYNDICAT MIXTE

Lorsque le Syndicat mixte invoque la survenance d'un cas de force majeure, il en informe le Délégué par courrier avec accusé de réception. Le Syndicat mixte doit recueillir les observations du Délégué quant aux conséquences de cet événement sur l'exécution du contrat et aux mesures à prendre pour en atténuer les effets. Ces observations sont communiquées au plus tard dans un délai de 10 (dix) jours francs à compter de la réception du courrier du Syndicat mixte.

ARTICLE 8. DEVELOPPEMENT DURABLE

Le Syndicat mixte est attaché à la préservation de l'environnement et à la mise en place d'actions en faveur du développement durable en lien avec l'identité montagnarde du territoire. Le Délégué doit assurer l'exploitation des services et activités déléguées conformément aux normes et recommandations environnementales nationales et européennes et veillera à mettre en œuvre des actions complémentaires limitant l'impact de son activité sur l'environnement.

La politique du Délégué en matière de développement durable et les actions qui en découlent figurent en **ANNEXE 14**.

CHAPITRE II. LES MISSIONS DELEGUEES

ARTICLE 9. CONTENU DES MISSIONS

Le Syndicat mixte confie au Délégataire l'exploitation de l'ensemble des activités nordiques exercées au sein du périmètre délimité en **ANNEXE 1** et définies aux présentes ainsi que l'exploitation des services complémentaires tels que définis ci-dessous.

Dans le cadre de l'accomplissement de ses missions et de l'ensemble des actions qu'il va mener pour le compte du Syndicat mixte, attaché à la vocation pédagogique du site du plateau des Glières, le Délégataire favorise l'accueil du public scolaire et débutant, sans toutefois négliger les dimensions sportives et familiales.

Dans le cadre d'un projet global de développement du Plateau, il est programmé :

- La reconstruction de la Maison du Plateau (date prévisionnelle de mise en service pour la saison d'hiver 2028-2029)
- La création d'un jardin des neiges (date prévisionnelle de mise en service pour la saison d'hiver 2028-2029).

Il est d'ores et déjà précisé que la présente convention peut donc recouvrir trois PHASES (sous réserve du bon déroulement de l'opération de construction de la Maison du Plateau et d'aménagement du jardin des neiges) :

- La première correspond à la période qui précède l'engagement des travaux de démolition du bâtiment actuel dénommé Maison du Plateau, de construction de la nouvelle Maison du Plateau et d'aménagement du jardin des neiges, avec une exploitation dans la configuration actuelle.
- La deuxième correspond à la période de démolition de la Maison du Plateau actuelle et de réalisation des travaux de construction de la nouvelle Maison du Plateau et d'aménagement du jardin des neiges, avec une exploitation de manière transitoire dans les locaux de la Métralière.
- La troisième, à partir de la mise en service de la nouvelle Maison du Plateau et du jardin des neiges.

Il est convenu entre les parties qu'en cas de non-réalisation des aménagements prévus ou de retard dans la livraison des équipements par rapport au planning prévisionnel, le Délégataire ne pourra en aucun cas réclamer le versement d'une indemnité au titre de cette non-réalisation ou de ce retard, à partir du moment où des locaux lui sont mis à disposition et lui permettent d'exploiter le service dans des conditions habituelles.

9.1. MISSION D'ACCUEIL & D'INFORMATION DES PUBLICS, DE COORDINATION DES ACTEURS ET D'INFORMATION DU SYNDICAT MIXTE

En hiver, le Délégataire assure une mission globale d'accueil & d'information des publics, de coordination des acteurs et d'information du Syndicat mixte.

A ce titre, il assure :

- a. Le relais d'informations auprès du Référent désigné par le Syndicat mixte du site notamment :
 - par la tenue d'un journal des interventions / secours qu'il assure. En cours de saison, ce journal est transmis au Syndicat mixte sur demande.
 - par l'information en temps réel :
 - de tout événement qui impacterait l'accueil du public et/ou perturberait la continuité du service (fermeture de piste, ...) ;
 - des accidents majeurs qui seraient susceptibles d'être médiatisés et/ou d'entraîner la responsabilité du Délégataire et/ou du Syndicat mixte ;
 - par une expertise technique sur la réalisation des travaux d'aménagement. A titre d'exemple, le Syndicat mixte pourra s'appuyer sur son expertise dans le cadre de la réalisation du projet de création du jardin des neiges.
- b. L'accueil des visiteurs et l'information sur les activités du site du plateau des Glières. Le personnel en charge de l'accueil doit avoir une tenue correcte, aisément identifiable et faire preuve de courtoisie.
- c. La coordination et la concertation avec les différents acteurs du plateau des Glières en vue d'assurer le meilleur accueil à tous les publics.

- d. La gestion des mises à disposition et/ou des locations de salles et des espaces disponibles dans la nouvelle Maison du Plateau (écoles de ski, clubs, ...).

9.2. MISSION D'EXPLOITATION ET D'ENTRETIEN HIVERNAL DU DOMAINE NORDIQUE

9.2.1. EXPLOITATION DU DOMAINE NORDIQUE

La mission du Délégué recouvre la mise à disposition au profit des publics fréquentant le domaine nordique :

- de pistes damées et sécurisées pour les pratiques de ski nordique ;
- d'itinéraires damés et sécurisés pour les piétons et les raquettes ;
- d'espaces délimités pour la luge et les activités pédagogiques.

Le périmètre du domaine nordique et le plan des pistes, itinéraires et espaces du domaine nordique est joint en **ANNEXE 1**.

En cas de création de nouvelles pistes ou de modification de pistes existantes, le Délégué devra fournir au Syndicat mixte le tracé GPX.

9.2.2. ENTRETIEN ET DAMAGE DU DOMAINE NORDIQUE

Le Délégué assure l'entretien, le damage du domaine nordique et la gestion du snow- farming.

Le Délégué assure la pose et dépose du balisage du domaine nordique ainsi que l'adaptation hivernale de la signalétique d'intérêt local. Cela comprend également la dépose et la repose du balisage pour la randonnée d'été.

Le Délégué déclare connaître les textes, règlements et consignes de sécurité en vigueur, en ce qui concerne le service dont il a la charge ainsi que pour l'ensemble des activités qu'il a à faire fonctionner. Il s'engage à les respecter et à les faire respecter par son personnel.

Les pistes et itinéraires damés et sécurisés doivent être entretenus et balisés conformément aux arrêtés municipaux sur la sécurité et aux usages en la matière.

Le Délégué s'engage à respecter l'exercice de tout droit écrit établi à la date de la signature du présent contrat, et dont il a été informé préalablement, sauf pour lui d'en obtenir la réalisation, le non-renouvellement ou toute modification lui paraissant nécessaire. De son côté, le Syndicat mixte s'engage à informer en temps utile le Délégué de toute modification projetée ou prévisible de ces droits et obligations.

Lorsque des travaux s'avèrent nécessaires pour la qualité des pistes, que ce soit pour leur entretien hors neige, pour la réalisation de nouvelles pistes ou l'implantation de nouveaux équipements sur le domaine nordique, le Délégué a la responsabilité de faire au Syndicat mixte des propositions adaptées aux besoins et à la qualité de l'espace naturel.

Les travaux sont financés par le Syndicat mixte. Le Délégué est associé à la conception et au suivi de l'exécution des travaux.

Les acquisitions foncières et les démarches nécessaires auprès des propriétaires pour obtenir les accords de passage sont de la responsabilité du Syndicat mixte.

Le cas échéant, la création de nouvelles pistes modifiant l'emprise du périmètre du domaine skiable fera l'objet d'une modification de l'**ANNEXE 1**.

9.2.3. VENTE DE LA REDEVANCE NORDIQUE

Le Délégué assure la vente et la recharge des différents Nordic Pass du domaine nordique des Glières en ligne et avec deux points de vente physique :

- un à la Maison du Plateau ;
- un au niveau de la porte d'entrée « Chez la Jode » à partir d'un équipement mobile qu'il fournira.

Il devra maintenir l'adhésion à l'association départementale.

9.2.4. SECURISATION DU DOMAINE NORDIQUE AU SEIN DU PERIMETRE DELIMITE EN ANNEXE 1

Le Délégué assure la sécurisation du domaine nordique, ce qui comprend notamment :

- la sécurité (balisage, signalétique) ;
- la surveillance des réseaux des pistes de ski de fond et piétons, des espaces de luge, de la zone d'évolution pédagogique.

9.2.5. DISTRIBUTION DES SECOURS POUR LE COMPTE DES COMMUNES TERRITORIALEMENT COMPETENTES

Par ailleurs, le Délégué assure la mise en œuvre des secours pour les usagers sous la responsabilité et le contrôle des maires des 3 communes supports, qui ont tous les 3 pris des arrêtés municipaux réglementant les activités sur le domaine nordique. Des conventions spécifiques de distribution des secours seront établies entre chaque commune et le Délégué pour l'exécution matérielle des secours à l'intérieur du périmètre défini en **ANNEXE 1**.

9.2.6. EXPLOITATION ET ANIMATION DU FUTUR JARDIN DES NEIGES

Dans le cadre du projet, il est programmé la création d'un jardin des neiges évoqué plus haut et dédié à l'apprentissage des jeunes pratiquants, en contrebas de la future Maison du Plateau.

Si la réalisation et le financement du jardin des neiges, qui est pleinement intégré au domaine nordique, ne relèvent pas du Délégué, il en assure la gestion, l'animation et la sécurisation.

Le descriptif du projet de création du jardin des neiges est joint en **ANNEXE 4.1**.

Le projet du Délégué de gestion, de valorisation et d'animation du jardin des neiges figure en **ANNEXE 4.2**.

9.3. MISSION DE LOCATION DE MATERIEL DE SKI (UNIQUEMENT A COMPTER DE LA PHASE 2

Dans le cadre de cette mission, il est attendu du Délégué, à compter de la **PHASE 2** :

- qu'il propose un service de location de matériel pour les différentes pratiques ludiques et sportives praticables sur le domaine nordique et notamment : toutes formes de ski - hors alpin, et de randonnée, raquettes, luge, ... et toutes autres pratiques qui émergeraient et seraient adaptées au domaine ;
- qu'il assure la gestion commerciale du service de location ;
- qu'il assure l'entretien régulier du matériel proposé à la location. A ce titre, il assure notamment le fartage du matériel et la désinfection des chaussures après chaque utilisation avec un désinfectant labélisé ou certifié écologique.

Les conditions particulières d'exploitation de l'activité de location par le Délégué sont décrites à **L'ANNEXE 5**.

Cette mission pourra faire l'objet d'une subdélégation.

9.4. ANIMATIONS ET EVENEMENTIEL

9.4.1. COMMERCIALISATION

Le Délégué assure la commercialisation, par tous moyens, des activités et services compris dans le périmètre de la délégation.

9.4.2. AIDE TECHNIQUE

Le Délégué participe, par la mise à disposition de moyens humains, techniques et logistiques, à l'organisation matérielle des actions d'animation et manifestations initiées sur le domaine nordique en période hivernale par les autres acteurs touristiques du site, notamment le Syndicat mixte, les offices de tourisme, les écoles de ski, les clubs sportifs et les autres associations locales.

Cette participation comprend :

- le damage,
- la mise en sécurité,

- l'organisation et la mise en œuvre des secours,
- un soutien au transport de matériel et au montage et démontage,
- une contribution, par la diffusion d'informations notamment, à la promotion, la communication et la valorisation de l'image des Glières.

9.4.3. INDEMNISATION

Pour les manifestations listées à l'**ANNEXE 6**, le Délégué sera indemnisé sur la base d'un forfait global annuel de 15 500 € intégré dans la compensation financière à la délégation prévue à l'**Article 27.2** du contrat.

9.4.4. MANIFESTATIONS AUTRES QUE CELLES LISTEES A L'ANNEXE 6

Pour tout autre événement que ceux listés à l'**ANNEXE 6** ou en cas d'évolution importante du contenu et/ou de la fréquentation de ces événements, les Parties à la convention conviennent de se rapprocher pour étudier les conditions financières de l'intervention du Délégué.

Les organisateurs de ces événements ou de tout autre nouvel événement doivent faire parvenir chaque année leur demande au Syndicat mixte au plus tard le 15 novembre de chaque année pour la saison d'hiver suivante.

Le Syndicat mixte et le Délégué arrêtent ensemble, au plus tard le 30 novembre de chaque année, le programme des animations hivernales.

En concertation avec le Syndicat mixte, le Délégué se réserve le droit de refuser le déroulement d'un événement pour des raisons de sécurité où sa responsabilité pourrait être engagée.

9.5. MISSION D'ORGANISATION DE L'ACCUEIL DU PUBLIC SCOLAIRE

Dans le cadre de cette mission, dont une partie est réalisée en dehors de la période d'exploitation du domaine, le Délégué assure notamment :

- la coordination des partenaires,
- l'élaboration du document d'information et son envoi aux établissements scolaires,
- l'organisation du planning,
- la coordination avec les équipes enseignantes,
- les réunions d'animation,
- le déroulement et le suivi de la fréquentation scolaire,
- la facturation,
- les statistiques de fréquentation et le bilan.

9.6. ENTRETIEN DES ACCES

Le Délégué assure :

- le damage/déblaiement du chemin d'accès entre le parking et l'accueil du bâtiment Mémoire du Maquis,
- le damage de la plateforme du Monument national à la Résistance,
- en **PHASES UNE** et **DEUX**, le damage de l'accès à La Métralière et le déneigement de tous les accès sauf au niveau de la route départementale et en **PHASE TROIS**, le damage des accès et le déneigement des accès à la nouvelle Maison du Plateau en fonction des aménagements qui seront réalisés.

Il apporte son concours à toute intervention de maintenance d'urgence qui s'avérerait nécessaire.

9.7. PETITE RESTAURATION

La mission de petite restauration est facultative en **Phase 2** et obligatoire en **Phase 3**.

Le Délégué peut développer ce service de petite restauration soit lui-même soit dans le cadre d'une subdélégation à un partenaire spécialisé qui doit être agréé au préalable par le Syndicat mixte.

Conformément à son offre, l'offre de snacking sera simple, qualitative et adaptée à une consommation « sur le pouce » (sandwichs variés, gaufres, crêpes, soupes, etc)

L'espace de restauration n'étant pas fourni équipé, le Délégué doit se charger de l'équiper pour la mise en œuvre de cette activité (ou son subdélégué le cas échéant).

9.8. ACTIVITES CONNEXES ET/OU COMPLEMENTAIRES DEVELOPPEES SUR LE DOMAINE NORDIQUE

9.8.1. ACTIVITES DEVELOPPEES PAR LE DELEGATAIRE

Le Délégué peut proposer, à partir des biens mis à disposition, d'autres activités connexes et/ou complémentaires aux missions de service public qui lui sont confiées à titre principal dès lors qu'elles sont compatibles avec la nature, la destination et les usages des biens et qu'elles présentent une plus-value aux activités déléguées.

La mise en œuvre de toute autre activité connexe et/ou complémentaire peut être autorisée en cours de convention par le Syndicat mixte en application de la réglementation en vigueur.

9.8.2. ACTIVITES DEVELOPPEES PAR DES TIERS

Les autres activités autorisées par le Syndicat mixte sur le domaine nordique donnent lieu à une convention tripartite entre le Syndicat mixte, le Délégué et l'organisateur de l'activité afin d'encadrer les modalités de mise en œuvre de ces activités en lien avec l'exploitation du domaine nordique par le Délégué.

Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des missions définies aux **Articles 9.1. à 9.7.** et la description des activités connexes et/ou complémentaires aux missions de service public qui seraient proposées par le Délégué au titre du **9.8.1.** ainsi que leurs modalités de mise en œuvre figurent en **ANNEXE 7.**

CHAPITRE III. LES MOYENS D'EXPLOITATION

ARTICLE 10. BIENS IMMOBILIERS ET MOBILIERS DE LA DELEGATION

10.1. DEFINITION

Il est expressément stipulé que la présente convention comprend :

- Les biens qui sont mis à disposition du Délégataire par le Syndicat mixte en début et en cours de convention (**ANNEXE 2.1.**),
- Les biens qui sont fournis et financés par le Délégataire (**ANNEXE 2.2**) et qui sont répartis en 3 catégories :
 - les « biens de retour » : biens nécessaires au fonctionnement du service (**ANNEXE 2.2.1.**),
 - les « biens de reprise » : biens utiles mais non indispensables au fonctionnement du service (**ANNEXE 2.2.2.**),
 - les « biens propres » : biens qui ne sont ni des biens de retour, ni des biens de reprise (**ANNEXE 2.2.3.**).

10.2. BIENS MIS A DISPOSITION PAR LE SYNDICAT MIXTE

Pour la mise en œuvre des missions qui lui sont confiées, le Syndicat mixte met à disposition du Délégataire, un ensemble de biens immobiliers et mobiliers.

Comme explicité à l'**Article 9**, la convention recouvre trois **PHASES** :

- une première (**PHASE 1**) correspondant à la période avant travaux,
- une deuxième (**PHASE 2**) qui correspond à la période de réalisation des travaux de construction de la nouvelle Maison du Plateau et d'aménagement du jardin des neiges ;
- une troisième (**PHASE 3**) correspondant à la période de mise en service des équipements jusqu'au terme de la convention.

10.2.1. LOCAUX (SUR LA COMMUNE DE FILLIERE)

10.2.1.1. Locaux mis à disposition dans le cadre de la PHASE 1 de la convention

Le Syndicat mixte met à disposition du Délégataire, du 15 septembre au 15 mai, les locaux constituant l'actuel bâtiment « Maison du Plateau ».

Les plans des locaux mis à disposition pendant la **PHASE 1** figurent en **ANNEXE 2.1.1.1.**

10.2.1.2. Locaux mis à disposition dans le cadre de la PHASE 2 de la convention

Le Syndicat mixte met à disposition du Délégataire, du 15 septembre au 15 mai, :

- des locaux au sein du bâtiment « La Métralière » ;
- les locaux techniques au sein du bâtiment de la nouvelle Maison du plateau.

Les plans des locaux mis à disposition pendant la **PHASE 2** figurent en **ANNEXE 2.1.1.2.**

10.2.1.3. Locaux mis à disposition dans le cadre de la PHASE 3 de la convention

Le Syndicat mixte met à disposition du Délégataire, du 15 septembre au 15 mai les locaux constituant le bâtiment de la nouvelle « Maison du Plateau ».

Les plans des locaux mis à disposition pendant la **PHASE 3** figurent en **ANNEXE 2.1.1.3.** Le cas échéant, cette **ANNEXE** fera l'objet d'une actualisation à l'entrée en vigueur de la **PHASE 3**.

10.2.1.4. Intervention du Délégataire hors période de mise à disposition

Pour les besoins d'entretien du matériel roulant, le Délégataire est autorisé à revenir dans les locaux selon des modalités définies conjointement entre lui et le Syndicat mixte.

10.2.2. MOBILIER ET MATERIEL EQUIPANT LES LOCAUX

Les locaux mis à disposition du Délégataire pendant la **PHASE 1** sont équipés du mobilier dont la liste figure en **ANNEXE 2.1.2.1.**

Pendant la **PHASE 2**, le Syndicat Mixte mettra à disposition du Délégataire des biens mobiliers, correspondant *a minima* à ceux mis à disposition dans la **PHASE 1**. La liste des biens mis à disposition sera complétée à l'entrée en vigueur de la **PHASE 2 (ANNEXE 2.1.2.2.)**

La liste du mobilier qui équipera les locaux mis à disposition pendant la **PHASE 3** sera complétée à l'entrée en vigueur de la **PHASE 3 (ANNEXE 2.1.2.3.)**.

10.2.3. ENGINS D'EXPLOITATION DU DOMAINE SKIABLE

Le Syndicat mixte fournit les engins motorisés nécessaires à l'exploitation du domaine skiable dont la liste figure en **ANNEXE 2.1.3. « ENGINS MOTORISES »**.

Ces équipements utilisés exclusivement pendant la période hivernale et dédiés aux missions assurées par le Délégataire lui sont mis à disposition à titre exclusif.

Ce matériel fera chaque année l'objet d'un état des lieux, en début et en fin de saison.

10.2.4. MATERIEL DE LOCATION

Le Syndicat mixte met à disposition du Délégataire, à partir de la **PHASE 2**, un stock de matériel et le cas échéant des équipements dédiés à la location. La liste de ce matériel figure en **ANNEXE 2.1.4.**

10.3. BIENS, EQUIPEMENTS ET AMENAGEMENTS FOURNIS ET FINANCES PAR LE DELEGATAIRE

Tous les autres biens, autres que ceux mis à disposition du Délégataire par le Syndicat mixte, sont fournis et financés par le Délégataire, dans les limites et sous les réserves mentionnées par la présente convention.

L'ensemble des biens acquis, construits et/ou financés par le Délégataire ou lui appartenant ou pris en location par lui, afférents au service délégué, seront identifiés en **ANNEXE 2.2.** de la présente convention.

Tous les investissements réalisés par le Délégataire, ayant vocation à faire retour au Syndicat mixte en fin de convention (Biens de retour), devront être soumis à une validation préalable par ce dernier.

ARTICLE 11. INVENTAIRE

11.1. OBJET DE L'INVENTAIRE

L'inventaire des biens de la délégation a pour objet de dresser la liste des biens qui constituent le patrimoine du service délégué. Il doit permettre d'en connaître l'état et d'en suivre l'évolution.

L'inventaire est annexé à la présente convention de délégation de service public (**ANNEXE 2.**).

11.2. COMPOSITION DE L'INVENTAIRE

Les biens figurant dans l'inventaire sont classés en deux catégories :

- Ceux mis à disposition du Délégataire (**ANNEXE 2.1.**)
- Ceux fournis et financés par le Délégataire en début et en cours de convention (**ANNEXE 2.2.**), répartis selon les rubriques suivantes :
 - Biens de retour (**ANNEXE 2.2.1.**),
 - Biens de reprise (**ANNEXE 2.2.2.**),
 - Biens propres (**ANNEXE 2.2.3.**)

Ces biens sont définis à l'**Article 10.1.** des présentes.

Pour chaque bien de retour financé par le Délégataire, l'inventaire comporte *a minima* sa description, sa date d'achat, sa valeur d'achat, sa durée d'amortissement et sa valeur nette comptable.

11.3. MISE A JOUR DE L'INVENTAIRE

Une mise à jour de l'inventaire est remise au moins une fois par an par le Délégataire au moment de la réunion de la Commission de suivi prévue à l'**Article 34** des présentes.

Les biens mis à disposition dont le renouvellement incombe au Délégataire au titre de l'**Article 18** figureront, une fois renouvelés par ce dernier, à l'**ANNEXE 2.2.1.** (Biens de retour).

11.4. ÉTAT DES LIEUX

Un état des lieux d'entrée contradictoire sera réalisé au moment de la prise d'effet du contrat.

L'état des lieux d'entrée figure en **ANNEXE 3.**

ARTICLE 12. PERSONNEL

Le Délégataire fait son affaire de l'embauche, de l'affectation et de la formation du personnel en nombre et en qualification suffisants pour le bon fonctionnement des activités déléguées. Il veille particulièrement à réunir les compétences requises en matière de service, d'accueil et de restauration.

Le Délégataire est seul responsable de l'application des règles relatives à l'hygiène et la sécurité du travail concernant son personnel. Le Délégataire assume la totale responsabilité des incidents ou accidents dont pourrait être victime son personnel dans le cadre de son activité professionnelle et ceci quelles qu'en soient les conséquences qui pourraient s'ensuivre.

Le Délégataire est en mesure de justifier à tout moment du respect des dispositions légales et réglementaires prohibant le recours au travail dissimulé conformément à l'**Article L.8221-1** du Code du travail.

La liste du personnel affecté au service et l'organigramme du Délégataire figurent en **ANNEXE 8.**

CHAPITRE IV. ENTRETIEN – GROSSES REPARATIONS - RENOUVELLEMENT

Les **Articles** suivants définissent les grands principes de répartition des charges de réparation d'entretien courant, de grosses réparations et de renouvellement des biens entre le Syndicat mixte et le Délégataire.

ARTICLE 13. ENTRETIEN DES LOCAUX

13.1. PETITS TRAVAUX ET REPARATIONS D'ENTRETIEN COURANT

Les réparations d'entretien courant comprennent toutes les opérations permettant d'assurer le maintien en état de fonctionnement de l'ouvrage et des installations jusqu'au moment où leur vétusté ou une défaillance rend nécessaire des travaux de grosses réparations ou de renouvellement.

Ces opérations comprennent en outre les opérations de nettoyage permettant de garantir l'hygiène et la propreté des installations et de leurs abords.

Le Délégataire assure toutes les réparations d'entretien courant. Il doit maintenir en bon état de fonctionnement et entretenir, durant toute la durée de la convention, les biens mis à sa disposition compte tenu de leur usure normale et de leur vétusté.

Ont notamment le caractère de réparations d'entretien courant, les réparations locatives listées au Décret n°87-712 du 26 août 1987 et joint en **ANNEXE 9**.

Le Délégataire doit assurer la réparation de toutes les dégradations se rapportant aux bâtiments, installations, équipements, matériels survenus de son fait, de celui de son personnel, des tiers ou de ses sous-traitants en dehors du fonctionnement normal de l'établissement.

Le Syndicat mixte assure les contrôles et vérifications réglementaires obligatoires relatifs à la sécurité, à l'entretien et à la maintenance de l'ouvrage, et de ses équipements, il respecte les préconisations d'entretien et de maintenance préventive établies par les fabricants de matériels, matériaux et équipements.

Le Délégataire respecte les notices de fonctionnement des équipements.

Les locaux feront chaque année l'objet d'un état des lieux, en début et en fin de saison, cet état des lieux permettra notamment d'identifier les travaux de réparation/gros entretien rendus nécessaires par des dégradations causées en dehors de la période d'utilisation des locaux par le délégataire.

13.2. GROSSES REPARATIONS

L'**Article 606** du Code civil définit les grosses réparations de la manière suivante :

« Les grosses réparations sont celles des gros murs et des voûtes, le rétablissement des poutres et des couvertures entières. Celui des digues et des murs de soutènement et de clôture aussi en entier ».

Conformément à la jurisprudence, pour être considérée comme une grosse réparation, l'opération doit :

- Tendre à remédier à un désordre grave qui, soit porte atteinte à l'un des éléments essentiels de l'immeuble, soit par sa généralité l'affecte dans son existence ou dans sa destination, ou plus généralement intéresser l'immeuble dans sa structure et sa solidité générale.
- Et présenter un caractère exceptionnel et non répétitif.

Le Syndicat mixte aura la charge des grosses réparations définies à l'**Article 606** du Code civil.

Conformément à l'**Article 605** du Code civil, si ces réparations étaient occasionnées par un défaut d'entretien de la part du Délégataire, ces réparations seraient à la charge de ce dernier.

ARTICLE 14. ENTRETIEN ET NETTOYAGE DES EXTERIEURS

D'une manière générale, le Délégataire veille à la propreté des lieux. Il assure le ramassage des détritux.

ARTICLE 15. ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT DU MOBILIER ET DU MATERIEL EQUIPANT LES LOCAUX

15.1. MOBILIER EQUIPANT LES LOCAUX

Le Délégataire assure le nettoyage et l'entretien courant du mobilier équipant les locaux listés en **ANNEXE 2.1.2.**, tandis que le renouvellement est à la charge du Syndicat mixte.

15.2. EQUIPEMENTS INFORMATIQUES ET MATERIEL DE TELEPHONIE

Le Délégataire assure la maintenance et le renouvellement des équipements informatiques et du matériel de téléphonie.

Le Délégataire assure le renouvellement des consommables (cartouches, piles, etc.) utilisés pendant la période d'exploitation (du 15 septembre au 15 mai), le stock constaté au 15 septembre étant renouvelé par le Délégataire au 15 mai.

ARTICLE 16. ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT DES ENGIN D'EXPLOITATION MOTORISES

16.1. INTERVENTIONS D'ENTRETIEN ET DE REPARATION COURANT

Les modalités de répartition entre le Délégataire et le Syndicat mixte des charges d'entretien et de réparation d'ordre courant des engins motorisés sont définies à l'**ANNEXE 10.1.**

16.2. INTERVENTIONS SUITE A INCIDENT OU PANNE (HORS ACCIDENT)

Les modalités de répartition entre le Délégataire et le Syndicat mixte des charges des interventions sur les engins motorisés suite à incident ou panne (hors accident) sont définies à l'**ANNEXE 10.2.**

En période d'exploitation, en cas de panne et/ou de casse d'un engin ou de matériel requérant une intervention d'urgence et impliquant une prise en charge financière du Syndicat mixte, la procédure est la suivante :

1. Information immédiate et par écrit du Syndicat mixte par le Délégataire de la situation et des mesures techniques qui s'imposent (réparation, location) pour remettre le matériel en état de fonctionnement.
2. Réponse écrite du Syndicat mixte dans les 48h par mail (smg@hautesavoie.fr) ou par courrier (au siège du Syndicat) sur les mesures proposées par le Délégataire pour garantir la continuité du service.
3. Selon accord du Syndicat sur les mesures, exécution des mesures par le Délégataire.
4. Remboursement par le Syndicat au délégataire dans les 3 mois du coût des mesures dépassant les seuils fixés en l'**ANNEXE 10.2.**

16.3. RENOUVELLEMENT

Le Syndicat mixte assure le renouvellement des engins motorisés figurant à l'**ANNEXE 2.1.3.** selon l'ordre de priorité suivant :

1. Scooter Lynx BRP 69 RANGER Alpine 1200
2. Dameuse Prinoth Husky
3. Scooter Lynx BRP 69 RANGER Alpine 1200

ARTICLE 17. ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT DES MATERIELS TELEPHONIQUES ET DE LIAISONS RADIOS DEDIES A LA SECURITE HIVERNALE

Pour ce type de matériel particulier, le Déléгатaire fait son affaire de la totalité des dépenses de fonctionnement, y compris les consommables, les interventions de maintenance ainsi que les abonnements et licences.

Il assure également le renouvellement de ces équipements.

ARTICLE 18. ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT DU MATERIEL DESTINE A LA LOCATION

18.1. ENTRETIEN

Le Déléгатaire assure l'entretien de l'ensemble du stock de matériel destiné à la location (matériel fourni par le Syndicat mixte et matériel fourni par le Déléгатaire).

18.2. RENOUVELLEMENT

Le Syndicat mixte assure la fourniture et le renouvellement du matériel de ski (skating, chaussures et bâtons) et d'un stock de raquettes à neige (**ANNEXE 2.1.4.**).

Concernant spécifiquement le matériel de skating, l'objectif est d'atteindre dès la saison 2026-2027, la constitution d'un parc permettant d'accueillir 120 collégiens par jour.

Avant chaque campagne de renouvellement, le Syndicat mixte et le Déléгатaire se rapprochent pour définir les besoins en nombre et en qualité.

Le Déléгатaire assure le renouvellement du matériel complémentaire qu'il fournit (listé en **ANNEXE 2.2.**).

ARTICLE 19. ENTRETIEN, RENOUVELLEMENT ET STOCKAGE DES BIENS FOURNIS PAR LE DELEGATAIRE

19.1. BIENS FOURNIS PAR LE DELEGATAIRE

D'une manière générale, le Déléгатaire assure l'entretien et le renouvellement de l'ensemble des biens et matériels fournis par lui en début et en cours de convention, listés en **ANNEXE 2.2.**

19.2. CONSOMMABLES

En période estivale, le Syndicat mixte et le Département de la Haute-Savoie peuvent utiliser librement les consommables figurant à l'inventaire du 15 mai de chaque année en cours, dans les catégories des matériels appartenant en propre au délégataire, à charge pour eux de reconstituer le stock avant le 15 septembre (cas de la visserie).

19.3. ENTREPOSE HORS PERIODE DE MISE A DISPOSITION

Le Déléгатaire peut entreposer, à ses risques et périls, hors période hivernale, le matériel lui appartenant nécessaire à ses missions hivernales dans les locaux mis à sa disposition par le Syndicat mixte, sous réserve de la disponibilité des locaux adaptés et dans des conditions à convenir chaque année avec le Département de la Haute-Savoie, propriétaire du bâtiment. Si, en cours de contrat, le Déléгатaire souhaite solliciter le Syndicat mixte, il devra prendre contact avec ce dernier.

ARTICLE 20. EXECUTION D'OFFICE DES TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE REPARATION ET DE RENOUVELLEMENT

Le Syndicat mixte peut faire procéder à ses frais au contrôle de l'état d'entretien de l'ensemble des biens et installations compris dans le périmètre de la délégation par un expert désigné par les deux parties, ou à défaut par le Président du Tribunal Administratif de Grenoble.

En cas d'insuffisance d'entretien, le Syndicat mixte peut mettre en demeure le Délégataire d'y remédier dans le délai fixé par lui au vu du rapport d'expertise.

A défaut, la remise en état est assurée par le Syndicat mixte aux frais du Délégataire et ce dernier peut encourir la déchéance dans les conditions prévues à l'**Article 39**, sauf en cas de force majeure ou d'imprévision.

Par ailleurs, à l'appui de l'état des lieux saisonnier des locaux prévu à l'article 13.1, en cas de besoin de travaux d'entretien/réparation des locaux liés à des dégradations constatées en dehors de la période d'utilisation par le délégataire (15 septembre au 15 mai), le coût de ces travaux sera directement à la charge du Syndicat Mixte.

ARTICLE 21. INFORMATION AU SYNDICAT MIXTE

Le Délégataire assure le contrôle et le suivi de l'évolution des ouvrages, équipements, matériels et appareils mis à disposition et acquis par lui.

Il informe régulièrement le Syndicat mixte des travaux d'entretien, de réparation et de toute intervention nécessaire relative aux biens concernés, afin d'assurer leur maintien en permanence en bon état d'usage ou de fonctionnement.

Si, en cours de contrat, le Délégataire souhaite solliciter le Syndicat mixte, il devra prendre contact avec les représentants de ce dernier.

ARTICLE 22. TRAVAUX ET AMENAGEMENTS REALISES PAR LE SYNDICAT MIXTE SUR LES BATIMENTS MIS A DISPOSITION

Le Délégataire souffre sans indemnité toutes les constructions, surélévations et travaux quelconques qui seront exécutés dans les locaux mis à disposition quels qu'en soient les inconvénients et il ne pourra demander aucune diminution de redevance quelle qu'en soit l'importance ; le tout sous réserve des dispositions de l'**Article 1724** du Code civil.

Le Syndicat mixte, de son côté, s'engage à faire diligence pour réduire les conséquences gênantes de ces travaux.

Cependant, si les travaux durent plus de vingt et un (21) jours et entrave son exploitation de manière significative, le Délégataire pourra prétendre à une diminution de redevance déterminée en fonction de la durée des travaux et de l'importance de la privation de la jouissance, sans préjudice de l'éventuelle action en dommages-intérêts à l'encontre de tiers dont la responsabilité serait engagée.

Le Délégataire doit déposer à ses frais et sans délai tous coffrages et décorations ainsi que toutes installations qu'il aurait faites et dont l'enlèvement serait utile pour la recherche et la réparation des fuites de toute nature, de fissures dans les conduits de fumée ou de ventilation notamment après incendie ou infiltrations et pour l'exécution du ravalement, ainsi qu'en général tous agencements, enseignes, etc. dont l'enlèvement sera utile pour l'exécution des travaux affectant les lieux loués.

CHAPITRE V. CONDITIONS D'EXPLOITATION DU DOMAINE SKIABLE

ARTICLE 23. PERIODE D'OUVERTURE ANNUELLE ET JOURNALIERE

Le domaine nordique est ouvert au public chaque jour pendant toute la durée de la saison d'hiver dans les conditions prévues ci-dessous.

Les infrastructures d'accueil et de service des usagers (salle hors-sac, location de matériel, ...) respectent les mêmes périodes d'ouverture.

23.1. OUVERTURE ANNUELLE

Le domaine nordique ouvre :

- au plus tôt, dès que les conditions météo permettent la mise en place du snowfarming, ou, le cas échéant, dès que la qualité de la neige est suffisante pour offrir 3 km de pistes ou un stade aménagé pour l'accueil des publics sportifs/loisirs et scolaires, dans de bonnes conditions de pratique et de sécurité ;
- au plus tard le premier jour des vacances de Noël.

En cas d'ouverture du domaine nordique préalable au début du mois de décembre, les pistes et les infrastructures d'accueil peuvent ouvrir de manière provisoire les week-ends et mercredis jusqu'au démarrage du planning scolaire (première semaine de décembre).

23.2. FERMETURE ANNUELLE

Le domaine nordique ferme au plus tôt à la fin des vacances d'hiver (de la dernière zone).

La date théorique de fermeture est fixée au 1er week-end d'avril, toutefois, les deux Parties se réunissent aux alentours du 15 mars pour décider de la date définitive de fermeture.

23.3. CAS DE FERMETURE TEMPORAIRE EN COURS DE SAISON

Le domaine nordique peut être fermé de manière temporaire :

- en cas de conditions météorologiques délicates (neige, pluie, vent, etc), ou de manque de neige, dans l'objectif préventif de répondre aux obligations de sécurité des usagers ;
- pour remise en état, suite à un important événement météorologique (fortes pluies, vent violent, ...);
- en cas d'événement promotionnel occupant le réseau de pistes, dans l'objectif préventif de répondre aux obligations de sécurité des usagers.

23.4. HORAIRES D'OUVERTURE ET DE FERMETURE

Pour satisfaire les attentes des usagers, s'adapter aux conditions évolutives du manteau neigeux, des températures et de la luminosité, le Délégué adapte, en veillant à garantir une amplitude d'ouverture suffisante, les horaires d'ouverture et de fermeture du domaine nordique, de la salle hors-sac et du service de location de matériel, sur les deux périodes de la saison, à savoir du début de la saison à mi-février et de mi-février à la fermeture de la saison.

Le Délégué assure une ouverture en nocturne du domaine nordique, au moins une fois par semaine, à partir du mois de janvier et si les conditions météorologiques et l'état du domaine le permettent.

Les horaires pratiqués figurent en **ANNEXE 11**.

ARTICLE 24. INFORMATION DES USAGERS

Le Délégataire assure l'information des usagers de manière suffisante. En particulier, doivent être affichés :

- la grille des tarifs ;
- les horaires d'ouverture et de fermeture ;
- le tableau des pistes de ski avec l'indication de leurs difficultés et de leurs ouvertures, la localisation des services de secours ou de numéros d'appel.

ARTICLE 25. MAITRISE FONCIERE

Pour l'exploitation du domaine nordique, le Syndicat mixte met à la disposition du Délégataire tous les terrains dont il est propriétaire ou qui lui sont mis à disposition par des tiers et tous les droits immobiliers (servitudes administratives ou conventionnelles) dont il dispose, qui sont, d'une part, situés dans le périmètre de la délégation et, d'autre part, nécessaires à l'implantation des pistes, canalisations, parkings et, en général, des installations concourant au bon fonctionnement du service délégué.

Le Syndicat mixte fait son affaire :

- de la poursuite de l'application et du renouvellement de ces accords fonciers,
- de la conclusion des nouveaux accords nécessaires à l'exploitation du service délégué pendant toute la durée de la convention.

Par ailleurs, le Syndicat mixte s'engage à concéder au Délégataire les droits nécessaires à l'exercice de l'exploitation du service public délégué.

CHAPITRE VI. LES CONDITIONS FINANCIERES

ARTICLE 26. REMUNERATION DU DELEGATAIRE

La rémunération du Délégué est composée de la perception des recettes versées par les usagers selon les tarifs définis conformément à l'**Article 28** et de la compensation financière du Syndicat mixte dans les conditions de l'**Article 27**.

Les ressources sont réputées permettre au Délégué d'assurer *a minima* l'équilibre financier de la gestion des activités déléguées dans les conditions normales d'exploitation et notamment de couvrir les coûts du service et les charges inhérentes à celui-ci ainsi que de permettre au Délégué de percevoir une rémunération pour son activité.

L'équilibre économique de la délégation est retracé dans le compte prévisionnel d'exploitation joint en **ANNEXE 12**.

Si à l'issue de l'un ou plusieurs exercices, l'exploitation devenait structurellement déficitaire pour des raisons étrangères à la gestion personnelle du Délégué, les Parties établiraient un constat des raisons de ce déficit, à l'effet de prendre les mesures de rétablissement de l'équilibre financier qui ne pourront intervenir que sous la forme d'un avenant.

ARTICLE 27. PRINCIPE DE LA COMPENSATION POUR OBLIGATIONS DE SERVICE PUBLIC

27.1 . JUSTIFICATION DE LA COMPENSATION

Les obligations de service public imposées au Délégué ouvrent droit au versement d'une compensation financière, eu égard à la nature même de certaines missions déléguées ainsi qu'aux contraintes d'ouverture et celles liées à l'accueil des scolaires.

La compensation financière permet d'assurer l'équilibre financier du contrat dès lors que le coût du service ne peut porter que sur les seuls usagers.

27.2 . MONTANT ET MODALITES DE VERSEMENT DE LA COMPENSATION

Le montant de la compensation pour obligations de service public est fixé à :

- 38 000 € annuel net de taxes sur les **PHASES 1 et 2**
- 80 000€ annuel à compter de la **PHASE 3**.

La compensation est versée chaque année par le Syndicat mixte selon les modalités suivantes

- 1^{er} versement de 50% avant le 31 octobre,
- 2nd versement de 50% avant le 31 mars.

ARTICLE 28. TARIFS

Le Délégué pratique auprès des usagers les tarifs de base des services et équipements qu'il détermine et soumet pour avis chaque année au Comité syndical avant le 30 septembre précédent la saison N.

Par tarifs « de base », il est entendu l'ensemble des tarifs sans les remises particulières concédées par le Délégué. Les tarifs seront soumis au taux légal de TVA en vigueur pour les activités entrant dans le champ de la TVA.

Outre les motifs de l'intérêt général du service ou de la situation particulière des usagers à l'égard de ce dernier, les tarifs - objet du présent contrat - pourront être adaptés et/ou modulés selon des considérations commerciales (notamment commercialisation auprès d'intermédiaires, remise quantitative ...).

Dans l'hypothèse où le Délégué serait amené à procéder à des ouvertures partielles notamment en début ou en fin de saison pour des raisons liées à la fréquentation ou à l'enneigement, il s'efforcera d'adapter sa politique tarifaire sous réserve que cette adaptation soit compatible avec l'équilibre économique de l'exploitation

La politique tarifaire des activités déléguées est élaborée par le Délégataire, en veillant à la stricte égalité entre les usagers.

La politique tarifaire proposée par le Délégataire et approuvée par le Comité Syndical est jointe à la présente convention en **ANNEXE 13**.

Le Délégataire s'engage contractuellement à offrir à la généralité du public une gamme de tarifs et abonnements suffisamment ouverte et attractive pour satisfaire la très grande diversité des usagers potentiels des activités déléguées.

Outre les motifs de l'intérêt général du service ou de la situation particulière des usagers à l'égard de ce dernier, les tarifs objet du présent contrat pourront être adaptés et/ou modulés selon des considérations commerciales (notamment commercialisation de forfaits auprès d'intermédiaires, remise quantitative...).

Si le Syndicat mixte demandait une évolution des tarifs dans le cadre de préoccupations d'intérêt général, entraînant une perte de chiffre d'affaires, sans considération du niveau de fréquentation pour le Délégataire, il devrait compensation au Délégataire afin de rétablir l'équilibre financier de la délégation.

ARTICLE 29. ENCAISSEMENT DES RECETTES

Le Délégataire a la responsabilité de la gestion des encaissements. Il doit être en mesure de justifier des produits d'exploitation qu'il encaisse, conformément aux dispositions tarifaires définies à l'**Article 28**.

ARTICLE 30. CHARGES D'EXPLOITATION

Le Délégataire supporte l'intégralité des frais et charges liés à l'exploitation, des biens et services confiés et notamment :

- Les impôts et les taxes de toute nature, existants ou à venir, à l'exception de la taxe foncière ;
- Les frais de personnel ;
- Les frais d'entretien courant des biens mis à dispositions dans les conditions des **Articles 13 à 19** ;
- Les frais de promotion ;
- Les frais de fluides et d'énergie des locaux, à savoir les dépenses d'abonnement, de contrats, de raccordements et de consommation affaissant à la période allant du 15 septembre au 15 mai ;
- Les frais d'abonnement et de consommation téléphoniques affaissant à la période allant du 15 septembre au 15 mai ;
- Et plus généralement, tous les autres frais et charges inhérents aux activités déléguées et qui incombent généralement à un Délégataire et que ce dernier devra engager sur la période du 15 septembre au 15 mai.

ARTICLE 31. RELATION FINANCIERE

31.1. MONTANT DE LA REDEVANCE

En contrepartie de la mise à disposition des biens par le Syndicat mixte, le Délégataire lui verse une redevance annuelle composée :

- **d'une part fixe** de 1 000 € en **PHASE 1** et de 8 000 € en **PHASES 2 et 3** ;
- **d'une part variable** correspondant :
 - à 5% du chiffre d'affaires annuel (ensemble des produits hors compensation financière) généré au-delà de 400 000 € en **PHASES 1 et 2** ;
 - à 5% du chiffre d'affaires annuel (ensemble des produits hors compensation financière) généré au-delà de 550 000 € en **PHASE 3**.

31.2. MODALITES DE VERSEMENT

La redevance versée au Syndicat mixte est payée entre les mains du comptable public de Annecy selon les modalités suivantes :

- Paiement de la part fixe en une échéance avant le 31 mars de chaque année.
- Paiement de la part variable en une échéance selon les modalités suivantes :
 - transmission au Syndicat mixte au plus tard le 1er juin d'une déclaration de chiffre d'affaires établie par l'expert comptable du Délégué
 - paiement de la part variable au plus tard le 30/06.

31.3. DEPOT DE GARANTIE

Pour garantir tant le paiement des redevances que l'exécution des autres clauses du présent contrat, le Délégué est tenu de constituer un dépôt de garantie d'un montant de 1 000€ à compter de la signature de la présente convention.

Le dépôt de garantie sera versé au comptable public du Syndicat mixte. Sur le dépôt de garantie seront prélevées, notamment :

- Les pénalités et les sommes restant dues au Syndicat mixte par le Délégué en vertu des présentes ;
- Les dépenses faites en raison de mesures prises, aux frais du Délégué, pour assurer la continuité de l'exploitation en cas de mise en régie provisoire, dans les conditions prévues à l'**Article 38**;
- Plus généralement, toutes les sommes dues par le Délégué au Syndicat mixte en vertu de la présente convention.

Toutes les fois qu'une somme quelconque sera prélevée sur le dépôt de garantie, le Délégué devra le compléter dans un délai de 1 mois.

La non-reconstitution du dépôt de garantie, après une mise en demeure restée sans effet, ouvrira le droit pour le Syndicat mixte de prononcer la déchéance du Délégué dans les conditions prévues à l'**Article 39**.

Ce dépôt de garantie sera remboursé dans un délai de six (6) mois après l'expiration normale ou anticipée de la présente convention et après imputation de toutes les sommes éventuellement dues au Syndicat mixte.

CHAPITRE VII. CONDITIONS DE CONTROLE

ARTICLE 32. CONTROLE EXERCE PAR LE SYNDICAT MIXTE

32.1. OBJET DU CONTROLE

Le Syndicat mixte dispose d'un droit de contrôle permanent sur l'exécution du service public, conformément aux dispositions des **Articles L.1411-3** et suivants du Code général des collectivités territoriales.

Ce contrôle comprend notamment :

- un droit d'information sur la gestion du service ;
- le pouvoir de prendre toutes les mesures prévues par la présente convention lorsque le Délégataire ne se conforme pas aux obligations contractuelles.

32.2. EXERCICE DU CONTROLE

Le Syndicat mixte organise librement, à ses frais, le contrôle. Il veillera à prévenir de sa venue au minimum la veille du contrôle.

Il peut en confier l'exercice soit à ses propres agents ou élus, soit à des organismes, qu'il choisit librement. Dans tous les cas, le Syndicat mixte doit prévenir par écrit le Délégataire des personnes qui seront chargées du contrôle.

Les agents ou élus désignés par le Syndicat mixte disposent des pouvoirs de contrôle les plus étendus, tant sur pièce que sur place.

Le Syndicat mixte exerce son contrôle dans le respect des réglementations relatives à la confidentialité (vie privée, droits de propriété intellectuelle et industrielle du Délégataire, etc.). Il doit veiller à la qualification et à la déontologie des personnes chargées du contrôle et s'assurer qu'elles ne perturbent pas le bon fonctionnement du service.

32.3. OBLIGATIONS DU DELEGATAIRE

Le Délégataire facilite l'accomplissement du contrôle. A cet effet, il doit notamment :

- autoriser à tout moment l'accès aux installations du service aux personnes mandatées par le Syndicat mixte ;
- fournir au Syndicat mixte le rapport annuel (prévu à l'**Article 33** des présentes) et répondre à toute demande d'information de sa part, consécutive à une demande d'un usager ;
- justifier auprès du Syndicat mixte des informations qu'il aura fournies ;
- conserver, pendant toute la durée de la convention et pendant une durée de cinq années après son expiration, les documents nécessaires au contrôle et présentant un intérêt significatif pour la gestion du service.

ARTICLE 33. RAPPORT ANNUEL

En application de l'**Article L.3131-5** du Code de la commande publique, le Délégataire produira, chaque année avant le 1^{er} juin, un rapport comprenant :

1. Les données comptables suivantes :

- Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation de service public, rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure ;

- Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation, les méthodes étant identiques d'une année sur l'autre sauf modification exceptionnelle et dûment motivée ;
- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat ;
- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles ;
- Un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué, comportant notamment une description des biens et, le cas échéant, le programme d'investissement, y compris au regard des normes environnementales et de sécurité ;
- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué ainsi qu'une présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation de service public ;
- Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué ;
- Les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés à la délégation de service public et nécessaires à la continuité du service public.

2. **Une analyse de la qualité du service** demandé au Délégataire, comportant tout élément qui permette d'apprécier la qualité du service exploité et les mesures proposées par le Délégataire pour une meilleure satisfaction des usagers.

Dans le cadre de cette analyse, le délégataire devra notamment faire :

- un compte rendu de la fréquentation annuelle ;
- une étude statistique sur la population des usagers des activités durant la saison écoulée ;
- un compte rendu des actions pour maintenir un haut niveau d'accueil des usagers.

3. **Une annexe** comprenant un compte rendu technique et financier comportant les informations utiles relatives à l'exécution du service, notamment les tarifs pratiqués, leur mode de détermination et leur évolution, ainsi que les autres recettes d'exploitation.

La clôture du bilan du Délégataire est fixée au 30 septembre (période 01/10/N au 30/09/N+1), les éléments techniques et comptables du dernier exercice seront transmis au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

Toutefois le Délégataire fournira au Syndicat mixte, au plus tard au 15 mai, un rapport d'information sur le déroulement de la saison écoulée (chiffre d'affaires, fréquentation, clientèle...).

La non-production du rapport, objet du présent **Article**, sans condition motivée, constitue une faute contractuelle sanctionnée à l'**Article 37** de la convention.

ARTICLE 34. COMMISSION DE SUIVI

Les Parties conviennent de mettre en place une Commission de Suivi de la présente délégation de service public, composée de 2 représentants du Syndicat mixte et de 2 représentants désignés par le Délégataire.

Cette commission est présidée par un représentant du Syndicat mixte et donne des avis consultatifs.

Son objet est d'instaurer une structure de concertation permanente entre le Délégataire et le Syndicat mixte.

Elle a compétence pour discuter de toutes les questions et aspects ayant trait à l'exécution et au suivi de la présente Convention.

A titre d'exemples (non exhaustifs), la Commission de Suivi peut discuter :

- de la qualité de la prestation assurée par le Délégataire,
- des périodes d'ouverture,
- des tarifs.

Elle se réunit autant que de besoin, à la demande du Syndicat mixte ou d'un représentant du Délégué et au moins une fois par an.

L'ordre du jour de chaque réunion est proposé au Délégué par le Syndicat mixte trois (3) jours au minimum avant leur date. Tout autre point peut être ajouté à l'ordre du jour des réunions, à la demande de l'une ou l'autre des Parties.

La Commission de Suivi est également l'instance au sein de laquelle seront discutées les conditions de mise en œuvre de la clause de revoyure prévue à l'**Article 3.2**.

Elle a également vocation à tenter de régler les éventuelles difficultés qui pourraient survenir dans l'exécution ou l'application de la convention. Elle est habilitée à vérifier la mise à jour de l'**ANNEXE 2** de la présente convention, relative aux biens de la convention.

La Commission peut associer à ses travaux des personnes qualifiées, choisies d'un commun accord entre le Délégué et le Syndicat mixte.

Chaque réunion de la Commission de Suivi donne lieu à la rédaction d'un compte rendu qui est validé en deux originaux, pour les deux Parties et archivé par le Syndicat mixte pour l'un et conservé par le Délégué pour le second.

CHAPITRE VIII. RESPONSABILITES –ASSURANCES

ARTICLE 35. RESPONSABILITE

A compter de l'entrée en vigueur du contrat, le Délégataire est seul et totalement responsable vis-à-vis des tiers des dommages causés aux usagers du service, ou à des tiers, qui pourraient résulter des prestations objet du présent contrat.

La responsabilité du Délégataire recouvre notamment :

- vis-à-vis du Syndicat mixte et des tiers, l'indemnisation des dommages corporels, matériels, immatériels et financiers qu'il est susceptible de causer lors de l'exercice de ses missions telles que définies par le présent contrat ;
- vis-à-vis du Syndicat mixte et des tiers, l'indemnisation des dommages qui résulteraient d'une interruption de la continuité du service public ou du non-respect des missions qui sont confiées par le présent contrat et qui lui serait imputables.

La responsabilité du Délégataire sera systématiquement recherchée sauf cas de force majeure définie à l'**Article 7.2.**

ARTICLE 36. ASSURANCES

36.1. OBLIGATION D'ASSURANCES DANS LE PERIMETRE DU CONTRAT

Le Délégataire a l'obligation, pour couvrir les responsabilités visées ci-dessus, de souscrire des polices d'assurance présentant notamment les caractéristiques suivantes :

- *Assurance de responsabilité civile* : cette assurance a pour objet de couvrir le Délégataire des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile quel qu'en soit le fondement juridique, qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers à raison des dommages corporels, matériels et immatériels, consécutifs ou non, qui trouvent leur origine dans l'exécution de ses obligations.
- *Assurance de dommages aux biens* :
 - Le Délégataire est tenu de souscrire une police de dommages aux biens garantissant le patrimoine qui lui est remis par le Syndicat mixte contre tout risque d'atteinte ou de destruction par incendie, foudre, explosion, dégât des eaux, tempête, grêle, bris de machine, autres événements, catastrophes naturelles, le recours des voisins et des tiers, et ce pour le compte du Syndicat mixte. Le Syndicat Mixte sera un assuré additionnel au titre de cette police, sauf pour les dameuses et autres véhicules motorisés pour lesquels le Syndicat mixte est déjà assuré additionnel dans le cadre de l'assurance souscrite par le Département de la Haute-Savoie. Le Syndicat Mixte refacturera chaque année au délégataire le montant de la prime d'assurance pour les dameuses et autres véhicules motorisés, au prorata temporis de la mise à disposition de ces biens.
 - Le Délégataire est tenu de souscrire une police de dommages aux biens garantissant le patrimoine affecté à la délégation de service public lui appartenant contre tout risque d'atteinte ou de destruction par incendie, foudre, explosion, dégât des eaux, tempête, grêle, bris de machine, autres événements, catastrophes naturelles, le recours des voisins et des tiers.
- Le Délégataire est seul responsable vis-à-vis des tiers. Cette garantie devra couvrir la valeur de remplacement des ouvrages en tenant compte de leur âge et de leurs capacités de fonctionnement respectives dans la limite de la durée de la présente délégation.

L'assurance des dommages aux biens mis à disposition par le Syndicat Mixte devra garantir le Délégataire pour un montant minimum nécessaire à la reconstruction à l'identique et les pertes de redevances devant être versées au Syndicat mixte dans le cadre de l'exploitation.

Concernant la valeur de remplacement des ouvrages, ceux-ci seront estimés « valeur à neuf ».

36.2. CONTENU

Il doit être prévu dans le ou les contrats d'assurance souscrits par le Délégataire que :

- Les compagnies d'assurance auront communication des termes spécifiques du contrat de délégation afin de rédiger en conséquence leurs garanties.
- Les compagnies d'assurance ne feront aucun recours contre le Syndicat mixte.
- Les compagnies d'assurance ne pourront se prévaloir des dispositions de **l'Article L.113-3** du Code des Assurances pour retard de paiement des primes de la part du Délégataire que 30 jours après la notification au Syndicat mixte de ce défaut de paiement. Ce dernier a la faculté de se substituer au Délégataire pour effectuer ce paiement sans préjudice de son recours contre le défaillant.

Chaque année avant la date d'échéance du ou des contrats d'assurance, le Délégataire doit procéder à une réactualisation des garanties. Les attestations d'assurance devront être transmises chaque année au Syndicat mixte.

36.3. RECOURS DU DELEGATAIRE

À compter de l'entrée en vigueur du contrat, le Délégataire s'interdit d'élever contre le Syndicat mixte quelque réclamation ou recours que ce soit au titre des ouvrages, installations et équipements du service.

Le Délégataire dispose de toute possibilité de recours contre les usagers et/ou les tiers pour autant que ces recours soient justifiés et se rapportent à l'exécution de la délégation.

36.4. FORCE MAJEURE

Les parties n'encourent aucune responsabilité pour ne pas avoir exécuté ou pour avoir exécuté avec retard une de leurs obligations, lorsque ledit manquement ou retard résulte directement d'événements présentant les caractéristiques de la force majeure définies à **l'Article 7.2**.

CHAPITRE IX. SANCTIONS

ARTICLE 37. SANCTIONS PECUNIAIRES – PENALITES

Faute pour le Délégataire de remplir les obligations qui lui sont imposées par la convention, des pénalités peuvent lui être infligées.

Les pénalités sont prononcées au profit du Syndicat mixte par son représentant.

Après une mise en demeure signifiée par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans résultat, une pénalité forfaitaire égale à CINQ CENTS (500) Euros maximum par jour calendaires de retard ou par manquement constaté sera exigible par le Syndicat mixte.

Ces sanctions trouveront à s'appliquer sans préjudice non seulement des sanctions résolutives applicables mais également s'il y a lieu, des dommages intérêts dus aux tiers.

Les pénalités ne sont pas libératoires, ne sont pas plafonnées et sont cumulables sans limitation.

Elles sont notamment prononcées en cas de non-production des documents prévus à l'**Article 33**.

ARTICLE 38. SANCTIONS COERCITIVES – MISE EN REGIE PROVISOIRE

En cas de défaillance du Délégataire dans l'exécution des missions confiées, le Syndicat mixte peut prendre toutes les mesures nécessaires aux frais et risques du Délégataire et notamment celles permettant d'assurer provisoirement l'exploitation du service.

Cette faculté de mise en régie provisoire ne peut pas s'appliquer en cas de force majeure, d'imprévision ou de motif légitime tiré des conditions normales d'exploitation.

Cette mise en régie provisoire interviendra dans un délai de quinze (15) jours ouvrés après une mise en demeure restée sans effet à compter de la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La régie provisoire cessera dès que le Délégataire sera de nouveau en mesure de remplir ses obligations, sauf si la déchéance est prononcée.

Le Syndicat mixte pourra s'adjoindre, à ses frais exclusifs, les services de tout cabinet d'expertise de son choix pour la bonne exécution des clauses financières et techniques de la convention.

ARTICLE 39. SANCTION RESOLUTOIRE : DECHEANCE

Le Syndicat mixte peut prononcer la résiliation du contrat pour faute du Délégataire en cas de manquements graves ou répétés et non remédiés du Délégataire à ses obligations contractuelles au titre du présent Contrat.

Lorsque le Syndicat mixte considère que les motifs justifiant une résiliation pour faute du Délégataire sont réunis, le représentant du Syndicat mixte adresse une mise en demeure au Délégataire de remédier au(x) manquement(s) dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure. Si à l'expiration de ce délai, le Délégataire ne s'est pas conformé à ses obligations, le Syndicat mixte, par une simple délibération du Comité syndical, peut prononcer la résiliation du contrat pour faute du Délégataire.

La déchéance prend effet à compter du jour de la notification au Délégataire. Elle entraîne la reprise par le Syndicat mixte du service qu'elle exploite, ou remet à un autre partenaire de son choix, suivant les modalités qu'elle définira au moment opportun, selon la réglementation en vigueur.

Au cas où la déchéance est prononcée, le sort des biens de la convention sera réglé selon les modalités prévues à l'**Article 44**.

La déchéance du Délégataire et la reprise des biens selon les modalités définies ci-dessus n'interdisent en rien au Syndicat mixte d'obtenir réparation du préjudice dont elle pourrait rapporter la preuve et dont l'origine résiderait dans le comportement fautif du Délégataire.

ARTICLE 40. RESILIATION DE PLEIN DROIT

Le Syndicat mixte peut prononcer la résiliation de plein droit du contrat en cas notamment :

- de redressement judiciaire : conformément aux dispositions des **Articles L.631-1** et suivants du Code de commerce, si l'administrateur judiciaire, ayant été mis en demeure par le Syndicat mixte de poursuivre le contrat, soit y renonce expressément, soit reste plus d'un mois sans répondre ;
- de liquidation de la société Déléataire ;
- de cession du bénéfice du présent contrat à un tiers, sauf dans les cas autorisés à l'**Article 4.2** ;
- de cession, fusion ou absorption des biens de l'entreprise Déléataire, sans l'autorisation préalable et explicite du Comité syndical.

La résiliation sera alors prononcée sur simple délibération du Comité syndical constatant l'un des motifs ci-dessus et emportera la résiliation de plein droit.

ARTICLE 41. RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Le Syndicat mixte peut mettre fin au contrat avant son terme normal pour motif d'intérêt général, par délibération du Comité syndical.

La décision ne peut prendre effet qu'après un délai minimum de six mois à compter de la date de sa notification, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au lieu du domicile du Déléataire.

Dans ce cas, le Déléataire a le droit à l'indemnisation intégrale du préjudice subi et notamment son manque à gagner pour les années de la convention restant à courir.

L'indemnité du préjudice de manque à gagner est égale au résultat courant moyen avant impôts sur les trois (3) dernières années liées à la présente convention (résultat d'exploitation diminué ou augmenté du résultat financier) multiplié par le nombre d'années restant à courir jusqu'à la date d'expiration normale de la convention.

Si cette résiliation intervient dans les 3 premières années du contrat, il sera fait référence, pour le calcul du manque à gagner, au résultat courant moyen avant impôt figurant dans le prévisionnel d'exploitation en **ANNEXE 12** multiplié par le nombre d'années restant à courir jusqu'à la date d'expiration normale de la convention.

Il est précisé que seront par ailleurs pris en compte en complément de l'indemnité ci-dessus :

- La valeur de rachat des stocks et approvisionnement nécessaires à la marche du service
- Les frais de rupture des contrats de travail, sauf en cas de reprise du personnel par le Syndicat mixte ou un nouvel exploitant, et autre contrat nécessaire pour exécuter la bonne marche de l'exploitation.
- Les travaux préparatoires entrepris pour la saison suivante.

Le sort des biens est réglé comme mentionné à l'**Article 44** des présentes.

CHAPITRE X. FIN DE LA CONVENTION

ARTICLE 42. CAS DE FIN DE CONTRAT

Le contrat cesse de produire ses effets :

- à la date normale d’expiration du contrat (cf. **Article 2**) ;
- en cas de résiliation de plein droit (cf. **Article 40**) ou pour un motif d’intérêt général du contrat (cf. **Article 41**)
- en cas de déchéance du Déléataire (cf. **Article 39**).

ARTICLE 43. CONTINUITE DU SERVICE EN FIN DE CONCESSION

Le Syndicat mixte aura la faculté, sans qu’il en résulte un droit à indemnité pour le Déléataire, de prendre pendant les six derniers mois de la convention de délégation toutes mesures en vue de lui permettre d’assurer la continuité du service public après l’arrivée du terme de la convention, en réduisant autant que possible la gêne qui en résultera pour le Déléataire.

D’une manière générale, le Syndicat mixte pourra prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter le passage progressif de la gestion par le Déléataire à une autre forme d’exploitation ou à un nouvel exploitant.

Au terme de la convention de délégation, le Syndicat mixte ou le nouvel exploitant sera subrogé aux droits du Déléataire. Ce dernier communiquera au Syndicat mixte l’ensemble des informations nécessaires pour assurer la continuité du service (abonnements téléphoniques, réservations à venir, contrats en cours, ...).

Le personnel affecté au service devra être repris dans les conditions prévues notamment à l’**Article L.1224-1** du Code du Travail.

ARTICLE 44. SORT DES BIENS A L’ARRIVEE DU TERME DE LA CONVENTION

A la fin du contrat pour quelque motif que ce soit, le sort des biens est réglé comme suit :

44.1. SORT DES BIENS MIS A DISPOSITION

Les biens mis à la disposition du Déléataire et figurant en **ANNEXE 2.1** des présentes, seront remis gratuitement au Syndicat mixte en bon état d’entretien et de fonctionnement à l’exception des biens mis à disposition dont le renouvellement incombe au Déléataire en application de l’**Article 18** et qui, une fois renouvelés, relèvent de la catégorie des biens de retour dont les modalités de retour sont fixées ci-dessous.

44.2. SORT DES BIENS DE RETOUR

Les biens affectés aux services et figurant à l’**ANNEXE 2.2.1** (biens de retour) des présentes, seront remis au Syndicat mixte moyennant le paiement au Déléataire d’une indemnité égale à la valeur nette comptable des biens non amortis, dépendant du contrat.

L’indemnité sera payée au Déléataire dans un délai de trois mois à compter de l’expiration de la convention. Tout retard dans le versement des sommes dues donnera lieu de plein droit à des intérêts de retard calculés selon le taux d’intérêt légal.

Trois mois avant l’arrivée du terme de la convention, le Syndicat mixte et le Déléataire arrêteront et estimeront, s’il y a lieu après expertise, les travaux à exécuter sur les biens mis à disposition et, le cas échéant, les biens de retour qui ne seraient pas en état d’entretien. Le Déléataire devra exécuter les travaux correspondants avant l’expiration de la convention. Si, à l’expiration de la convention, les travaux ne sont pas réalisés, le montant correspondant sera retenu sur la caution et/ou sur l’indemnité à verser au titre des biens de retour.

44.3. SORT DES BIENS DE REPRISE

Les biens non indispensables mais utiles aux services et figurant à l'**ANNEXE 2.2.2** (biens de reprise) peuvent faire l'objet d'un rachat par le Syndicat mixte si ce dernier le demande sur la base de d'une valeur à dire d'expert.

En cas de désaccord, la valeur nette comptable est déterminée par un expert désigné conjointement par les deux parties.

L'indemnité est payée au Déléataire dans les trois mois qui suivent l'expiration de la convention. Tout retard dans le versement des sommes dues donnera lieu de plein droit à des intérêts de retard calculés selon le taux d'intérêt légal.

44.4. SORT DES BIENS PROPRES

Les biens propres figurant à l'**ANNEXE 2.2.3** demeureront la propriété du Déléataire.

CHAPITRE XI. CLAUSES DIVERSES

ARTICLE 45. ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution du présent contrat, le Déléataire élit domicile à son siège social, où toutes les notifications administratives seront valablement faites.

ARTICLE 46. JUGEMENT DES CONTESTATIONS

Les contestations qui s'élèveront entre le Déléataire et le Syndicat mixte au sujet de la convention feront l'objet d'une recherche, par les parties, d'une résolution amiable. A défaut, elles seront soumises aux juridictions administratives et notamment au Tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 47. DONNEES DU SERVICE

Conformément à l'**Article L.3131-2** du Code de la commande publique, le Syndicat mixte pourra demander au Déléataire de fournir, sous format électronique, dans un standard librement réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé, les données et les bases de données collectées ou produites à l'occasion de l'exploitation du service public, faisant l'objet du présent contrat et qui sont indispensables à son exécution.

Le Syndicat mixte, ou un tiers désigné par celui-ci, peut extraire et exploiter librement tout ou partie de ces données et bases de données, notamment en vue de leur mise à disposition à titre gratuit à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

ARTICLE 48. DONNEES PERSONNELLES

Conformément au règlement relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), au regard de l'autonomie laissée au Déléataire dans la mise en œuvre des traitements, ce dernier en assure la responsabilité et est de ce fait soumis aux obligations du RGPD et doit notamment assurer la bonne exploitation et le maintien en conditions opérationnelles de son Système d'Information conformément notamment aux **Articles** sur la sécurité des données **25, 32 à 36** dudit règlement 2016/679 et à toute réglementation qui viendrait le compléter, s'y ajouter ou s'y substituer.

Il doit notamment s'assurer de la sécurité et de la confidentialité des données personnelles qu'il collecte pour assurer la bonne gestion des missions déléguées.

ARTICLE 49. OBLIGATIONS D'EGALITE, DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE

Le Déléataire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public. Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

En premier lieu, ces personnels s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions. Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme.

En deuxième lieu, ces personnels s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les usagers.

En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers. Le Syndicat mixte est informé, à cette fin, des mesures mises en œuvre par le Déléataire pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

Le Délégataire veille à ce que toute personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public, notamment ses sous-concessionnaires, s'assure du respect de l'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité par ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction.

Il s'assure à cet effet que les contrats de subdélégation comportent les clauses nécessaires au respect de ces obligations.

Ces contrats sont communiqués par le Délégataire au Syndicat mixte lors des demandes d'acceptation d'un sous-délégataire ayant pour objet l'exécution d'une partie du service public.

Le Délégataire veille à informer les usagers des dispositifs leur permettant de signaler tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité constaté au cours de l'exécution du service public. Ces informations doivent s'accompagner des coordonnées du service référent du Syndicat mixte.

Le Syndicat mixte informe le Délégataire, sans délai, de tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité signalé par les usagers ou par toutes autres personnes.

Le Syndicat mixte est informée, sans délai, de tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité constaté par le Délégataire ainsi que des mesures qui ont été prises pour y remédier.

Les mesures préventives et correctives destinées à assurer l'application des principes de laïcité et de neutralité font l'objet d'un suivi par le Délégataire en lien avec les services du Syndicat mixte en charge de l'exécution de la présente convention.

En cas de méconnaissance au cours de l'exécution du contrat des obligations de respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité, le Syndicat mixte prononce à l'issue d'une procédure contradictoire :

- une pénalité forfaitaire d'un montant de 100 € à l'encontre du Délégataire en cas de manquement établi de tout personnel placé sous son autorité, ainsi que de tout personnel placé sous l'autorité de l'un de ses sous-traitants, aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité, et notamment à l'interdiction de manifester ses opinions politiques ou religieuses, à l'obligation de traiter de façon égale toutes les personnes, et au respect de la liberté de conscience et de la dignité de toutes les personnes. Cette pénalité s'applique par manquement constaté ;
- une pénalité forfaitaire d'un montant de 100 € à l'encontre du Délégataire en cas de manquement aux obligations contractuelles (défaut de mise en œuvre des actions préventives, absence de mise en œuvre d'une procédure de signalement des manquements, etc.). Cette pénalité s'applique par manquement constaté ;
- une pénalité forfaitaire de 100 € à l'encontre du Délégataire par jour d'absence d'action correctrice à la suite d'un manquement aux principes d'égalité, neutralité et de laïcité constaté au cours de l'exécution du contrat. Cette pénalité s'applique par jour à compter du constat de la carence du Délégataire à mettre en œuvre les actions correctrices prévues au contrat ;
- une pénalité forfaitaire de 100 € à l'encontre du Délégataire pour toute absence à une réunion avec le Syndicat mixte portant sur la définition de mesures préventives ou correctrices sur l'égalité, la neutralité et la laïcité ou portant sur le suivi de ces mesures.

Ces pénalités peuvent être cumulées le cas échéant.

Lorsque le Syndicat mixte envisage d'appliquer des pénalités, elle invite, par écrit, le Délégataire à présenter ses observations. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les manquements concernés, ainsi que le délai imparti au Délégataire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du Délégataire dans ce délai, ou si le Syndicat mixte considère que les observations formulées par le Délégataire ne permettent pas de démontrer que le manquement n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent.

En cas de 5 manquements ou d'un manquement d'une particulière gravité, le Syndicat mixte prononce la résiliation du contrat pour faute du Délégataire, selon les modalités définies à l'**Article 49** du présent contrat.

Le Syndicat mixte notifie au préalable une mise en demeure au Délégataire afin de l'informer de la sanction envisagée, et lui demande de présenter ses observations dans un délai qui ne saurait être inférieur à 30 jours calendaires à compter de la réception du courrier de mise en demeure.

Si cette mise en demeure s'avère infructueuse, le Syndicat mixte prononce la résiliation pour faute du contrat.

Ces sanctions contractuelles sont sans préjudice des sanctions pénales qui seraient prononcées suite à une plainte émanant d'un usager ou d'un tiers et visant le Délégataire ou l'un de ses préposés en lien avec des faits de discrimination tels que définis par les **Articles 225-1** et suivants du code pénal.

ARTICLE 50. LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1. Périmètre de la délégation et plan des pistes

ANNEXE 2. Biens de la délégation

1.1. Biens mis à disposition du Délégataire par le Syndicat mixte

1.1.1. Locaux

1.1.1.1. En **PHASE 1**

1.1.1.2. En **PHASE 2**

1.1.1.3. En **PHASE 3**

1.1.2. Mobilier

1.1.2.1. En **PHASE1**

1.1.2.2. En **PHASE 2**

1.1.2.3. En **PHASE 3**

1.1.3. Matériel et engins d'exploitation

1.1.4. Matériel de location

1.2. Biens fournis par le Délégataire

1.2.1. Biens de retour

1.2.2. Biens de reprise

1.2.3. Biens propres

ANNEXE 3. États des lieux d'entrée

ANNEXE 4. Projet de jardin des neiges

4.1. Descriptif du projet de création du jardin des neiges

4.2. Projet du Délégataire de gestion, de valorisation et d'animation du jardin des neiges

ANNEXE 5. Projet du Délégataire d'exploitation du service de location de matériel

ANNEXE 6. Liste des manifestations et événements pour lesquels le délégataire doit mettre à disposition des moyens

ANNEXE 7. Description des activités connexes et/ou complémentaires proposées par le Délégataire

ANNEXE 8. Personnel

8.1. Liste du personnel affecté

8.2. Organigramme du délégataire

ANNEXE 9. Décret n°87-712 du 26 août 1987 relatif aux réparations locatives

ANNEXE 10. Répartition des charges d'entretien sur les engins motorisés

10.1. Charges d'entretien et réparations d'ordre courant

10.2. Interventions suite à incident ou panne (hors accident)

ANNEXE 11. Horaires des services et activités

ANNEXE 12. Compte d'exploitation prévisionnel du Délégataire (à fournir par le candidat dans son offre).

ANNEXE 13. Tarifs hiver 2025/2026 (à fournir par le candidat dans son offre).

ANNEXE 14. Politique du Délégataire en matière de développement durable

ANNEXES DE LA CONVENTION